

Mettez un tigre dans l'offre France!

Tout entrepreneur se mesure sans cesse aux meilleurs et s'inspire des meilleures pratiques pour parvenir à un niveau d'excellence et rester dans la course. Avec le marché Unique et la mondialisation, cette démarche de benchmark s'impose également aux territoires et aux systèmes publics, dont la compétitivité conditionne celle des entreprises. C'est le message que Cartes sur Table 2008 souhaite faire passer. Dans le monde globalisé du 21^{ème} siècle, un pays ne peut développer son économie sans comparer des indicateurs quantitatifs et qualitatifs dans le temps et dans l'espace, sans évaluer les politiques, sans regarder leurs mises en œuvre. Se comparer aux autres est un appel à l'action pour que la France bâtisse une stratégie gagnante autour d'objectifs, adaptés à ses particularités, à ses atouts, à ses talents. Une nouvelle donne est en train d'émerger : l'économie s'est invitée dans le débat public. En reprenant les propositions présentées dans Besoin d'air, en les illustrant, en les précisant, Cartes sur table veut être pour tous les chefs d'entreprise un instrument de communication, de sensibilisation et de dialogue.

Priorité à l'offre... Pourquoi ?

La France a besoin d'une croissance plus forte pour répondre à trois exigences : Créer plus de pouvoir d'achat. Répondre à la demande. Equilibrer les finances collectives.

■ L'insuffisance des gains de pouvoir d'achat reflète une insuffisance de croissance

Sur le plan macroéconomique et sur le long terme, pouvoir d'achat et croissance vont au même rythme. Il n'en a pas été de même en France entre 2000 et 2007 : les revenus sont allés plus vite que la production, et plus vite que la moyenne de la zone euro. Un tel écart entraîne toujours à terme un retard d'investissement.

Au niveau de l'entreprise, le partage de la valeur ajoutée a été favorable aux salariés avec, en contre partie, la dégradation des marges. La France est ainsi le seul pays où les salaires vont plus vite que la production.

Pourtant, les Français ont le sentiment que leur pouvoir d'achat s'effrite. Cela traduit d'ailleurs une réalité : le doublement du niveau de vie se fait désormais en 3 générations, contre 1 génération dans les années 70. C'est dire tout l'enjeu du débat sur la croissance !

■ La croissance patine, pas la demande

C'est vrai sur le marché intérieur où la produc-

tion va moins vite que la demande : relancer la consommation revient à relancer les importations.

C'est également vrai sur les marchés extérieurs : les exportations vont moins vite que la demande étrangère. Entre 2000 et 2007 nous avons ainsi perdu 100 milliards d'euros de parts de marché.

D'où la nécessité d'une politique de l'offre. Il faut réorienter l'économie pour que la demande française tire moins la production étrangère et que la demande étrangère tire davantage la production française. Pour cela, il faut répondre aux attentes du marché... à des prix qu'il est prêt à payer.

■ La croissance ne suffit pas à résorber les déficits publics

A déficits structurels, réformes structurelles. Elles seront d'autant plus faciles à engager et efficaces que l'économie sera dynamique. Aucune réduction significative des comptes sociaux n'est envisageable sans une croissance à 3 %. Avec seulement 2 % de croissance, les ressources manquent pour consolider la protection sociale et préparer l'avenir.

Moins de déficit, c'est moins de dette, donc moins de frais financiers.

Ceux-ci s'élèveront pour l'Etat à 41 milliards d'euros en 2008, soit deux fois le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

■ **Le succès de pays voisins montre l'efficacité d'une stratégie gagnante par l'offre...**

L'Europe bouge parce que des pays ont adopté des stratégies gagnantes pour la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat. Chacun a son modèle selon son génie propre et son histoire.

Stratégie gagnante de compétitivité en Allemagne. Elle a été rendue possible par une prise de conscience générale de la nécessité de réformer le pays. Réduction des coûts collectifs, réduction des prix de revient des entreprises... Après une phase de baisse de pouvoir d'achat et de montée du chômage, l'Allemagne enregistre des premiers résultats probants en termes de croissance, d'emploi et d'excédents commerciaux.

Stratégie gagnante de développement des nouvelles technologies en Finlande. La Finlande enregistre une croissance record grâce au double virage pris dans les années 90 : ouverture à la grande exportation, spécialisation dans les TIC.

Stratégie gagnante d'attractivité en Irlande. L'Irlande connaît depuis 1996 un boom économique avec une croissance du PIB et de l'emploi 3 fois supérieure à la moyenne européenne. Cela grâce à une politique favorisant le développement des implantations d'entreprises : ouverture de l'économie, fiscalité compétitive, priorité à l'éducation supérieure.

Stratégie gagnante de modernisation du marché du travail en Espagne. La réforme se poursuit depuis 10 ans en Espagne pour sécuriser l'emploi en réduisant massivement les contrats de travail avec en contrepartie pour les entreprises : exonération de charges pour soutenir la création d'emplois stables et réduction de moitié du coût des licenciements individuels. Résultats : 75 % des créations d'emploi depuis 10 ans sont des CDI et le taux de chômage est tombé de 16,7 à 8,1 %.

■ **... Tandis que l'offre France est bridée**

En France, nous assistons au contraire à la défaillance des 3 piliers d'une offre compétitive : un travail abondant, un tissu économique solide, des politiques publiques en appui des objectifs de compétitivité et de croissance.

Pas assez de travail. En France, on ne travaille pas assez. 622 heures /habitant contre 729 h pour la moyenne européenne. Un écart qui représente 7 semaines par actif occupé ! Une quantité de travail faible ne peut que générer une faible augmentation du niveau de vie.

Pas assez d'entreprises prospères. Les comptes des entreprises françaises, notamment des PME

sont très loin des performances du CAC 40. La majorité des entreprises, sous de fortes contraintes financières depuis 2000, ont un taux de marge en baisse avec montée de la dette et baisse du taux d'autofinancement... D'où une insuffisance des investissements, de la recherche&développement et des exportations. En outre, la France compte trop peu d'entreprises moyennes. L'esprit d'entreprise ne manque pas mais nos PME ont du mal à se développer. La France compte trop d'entreprises de moins de 20 salariés et connaît par rapport à l'Allemagne un déficit de plus de 10 000 entreprises moyennes. Cela est dû à des difficultés financières, mais aussi à des contraintes juridiques et culturelles.

Des choix collectifs contreproductifs. Enfin, les choix collectifs ont cassé en France les ressorts de la croissance. Les dépenses publiques ne cessent d'augmenter (53 % du PIB) quand elles baissent partout ailleurs. Les emplois publics sont de plus en plus nombreux. Les impôts sur les facteurs de production sont plus lourds qu'ailleurs, d'où un affaiblissement de la compétitivité des entreprises.

Une stratégie gagnante pour la France

La croissance s'entretient, se consolide, se conquiert tous les jours. Comment la stimuler, sinon par une politique de l'offre ? Offrir, au sens économique du terme, c'est produire et vendre, mais c'est aussi créer, promouvoir, innover, chercher, investir, transporter, échanger. De nombreux leviers doivent donc être actionnés simultanément pour renforcer l'offre France.

■ **Le travail, moteur de l'enrichissement individuel et collectif**

Pour réformer le travail en France, il faut agir sur trois paramètres : la durée, le coût et le nombre d'actifs.

Durée du travail. Pour relever le volume d'heures travaillées il va falloir relever la durée du travail. En 2006, la durée hebdomadaire effective était de 38 heures, soit 5 % de moins que la moyenne européenne. Le nouveau régime des heures supplémentaires en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2007 devrait permettre une première évolution positive. Mais, il faudrait aussi donner la possibilité aux partenaires sociaux de négocier la durée hebdomadaire du travail par entreprise ou par branche.

Nombre d'actifs. Pour relever le taux d'emploi, actuellement parmi les plus bas d'Europe (63 %), il importe d'inverser la tendance au raccourcisse-

ment de la vie professionnelle réduite de douze ans entre 1970 et 2005. Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, il faut réformer un système éducatif qui va mal (160 000 jeunes sortent chaque année de l'école sans diplôme). Priorité à l'enseignement supérieur avec mise en œuvre sans tarder de la loi de 2007. Il faut aussi mettre l'accent sur la formation en alternance. Tous les jours, des entreprises recrutent et ne trouvent pas toujours les qualifications dont elles ont besoin. Autre nécessité, garantir l'employabilité des salariés par le biais de la formation professionnelle. Enfin, il est important de maintenir les seniors dans l'emploi. En France, l'âge et effectif de départ à la retraite est le plus précoce de tous les pays de l'OCDE.

Coût du travail. Relever le taux d'emploi passe aussi par une baisse du coût du travail. Le coût horaire de la main d'œuvre en France est supérieur de 20 % à la moyenne de la zone euro, et sa hausse nettement plus rapide. Cela implique de revoir les règles d'évolution du SMIC dont les revalorisations menacent l'emploi. Selon l'INSEE, 1 % de hausse du SMIC entraîne la destruction de 29 000 emplois.

■ Les PME, fer de lance de l'innovation et de la croissance

Une structure du tissu industriel à l'allemande impose d'accroître le nombre des entreprises moyennes de 10 000. Deux conditions : des facilités de financement, et un effort de R&D.

Facilités de financement. Elles doivent se faire à tous les niveaux : renforcement des trésoreries par la réduction des délais de paiement ; renforcement de l'autofinancement par une mise à plat des prélèvements pour une fiscalité euro-compatible (18 % PIB, contre 13 % pour la moyenne de la zone euro), et par le transfert progressif de certains prélèvements sur l'appareil de production à la solidarité nationale ; renforcement des fonds propres en encourageant les business angels, en allant au-delà de la déduction de l'ISF de 75 % des investissements dans une PME, en encourageant les ménages à investir dans les PME.

R&D. La croissance des PME passe aussi par la recherche et l'innovation. Il convient de tripler l'effort de R&D des entreprises moyennes pour atteindre l'objectif de Barcelone (3 % du PIB). D'où la nécessité de créer et développer davantage d'entreprises dans les secteurs à forte intensité de R&D (électronique, biotech, télécom, transport). Il convient de faire des pôles de compétitivité un vecteur de croissance des PME, par mutualisation des financements et des compétences avec les grandes entreprises et les centres de recherche.

■ Les politiques publiques en appui des objectifs de compétitivité

Une tendance bien française consiste à tout attendre des entreprises et du marché sans en accepter les contraintes. Or, il ne peut y avoir de retour à la croissance sans une sphère publique « refondée ».

Simplifier et alléger le fonctionnement de l'Etat. On compte en France 9 emplois publics pour 100 habitants, contre 6,9 en moyenne européenne et 5 en Allemagne. Il faut repenser le périmètre d'intervention de l'Etat, externaliser ses activités non régaliennes, opter pour la e-administration, ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux...

Simplifier l'administration locale. Les collectivités locales doivent prendre toute leur part dans la réalisation de la triple exigence d'efficacité, de clarté et de moindre coût de la sphère publique. La décentralisation est jusqu'ici un échec avec confusion des missions, des responsabilités, des financements et avec l'enchevêtrement des 5 échelons territoriaux. Il faut simplifier l'administration locale autour de l'intercommunalité et de la région.

Instaurer une nouvelle logique de financement social. Nous devons passer d'un système d'assurance à un système de solidarité, et d'une logique de cotisations à une logique de recettes. Avec une réelle lisibilité des financements et de la gouvernance.

Donner envie d'investir en France. La France est au 3^{ème} rang européen en « stocks » d'investissements directs. Mais on enregistre une baisse de la part des investissements étrangers en activités nouvelles. La France est mal placée par les décideurs internationaux dans tous les classements mondiaux. Dans un monde ultra concurrentiel où les Etats cherchent à s'attacher les compétences et les investissements, il est urgent de donner des signaux forts montrant que la France a choisi une stratégie de compétitivité et de croissance : dérégulation, soutien à l'innovation, réforme du secteur public, lisibilité et stabilité réglementaires et législatives.

Jouer à fond les secteurs d'avenir

A mesure que les économies s'ouvrent, que les niveaux de vie augmentent, on voit émerger dans le monde des demandes nouvelles et des besoins gigantesques : énergie, alimentation, sécurité sanitaire, protection de la planète. Autant de contraintes nouvelles pour les entreprises mais également autant d'opportunités pour structurer l'offre France.

Changement climatique et développement durable. Face aux ruptures qu'imposera un développement économiques sans carbone, la France est bien placée grâce à son choix d'une production d'électricité à partir du nucléaire. L'avance de la France est établie en matière de R&D dans l'énergie, avec un tissu industriel de qualité tant en termes de production (EdF, GdF), que de technologies (Areva, Alstom), ou d'environnement (Veolia, Suez). Nous avons également une position bien établie dans les éco-industries. Les perspectives d'activité sont très importantes, au regard de la nécessaire mise à niveau environnementale des nouveaux membres de l'UE, et du potentiel considérable de demande de biens et services environnementaux dans les pays émergents. En France, l'adaptation de l'économie à cette nouvelle donne va être accélérée par le "Grenelle de l'environnement", d'où un développement de l'offre des secteurs concernés.

Développement du tourisme. A nouvelle vague touristique (chinois, russes...) et nouvelles conceptions du tourisme, nouvelle offre touristique plus compétitive. La France reste la 1ère destination en nombre de touristes internationaux (79 millions, soit 9,3 % du total mondial en 2006), mais n'est qu'au 22^{ème} en termes de dépenses par touriste. Manque à gagner : 12 milliards d'euros. Pour fidéliser les touristes il est nécessaire d'améliorer la qualité tout au long de la chaîne d'accueil, de réhabiliter de nombreuses zones, de renouveler la conception de l'aménagement touristique. L'enjeu est triple : des centaines de milliers d'emploi, une redynamisation des tissus économiques locaux, une amélioration de l'excédent extérieur.

Intensification des échanges internationaux. Avec la libéralisation du commerce, l'intégration des économies en Europe, l'internationalisation des productions, on assiste à un accroissement des échanges intra-groupes et de la pénétration étrangère dans toutes les économies. Autant d'activités supplémentaires pour les secteurs des transports et de la logistique. Malgré ses atouts, la France est en retard sur d'autres pays européens qui ont su faire de la mondialisation un moteur de développement de ces activités : portes d'entrée maritime qui peinent à suivre le mouvement (Rotterdam fait plus que tous les ports français réunis) ; recul du fret ferroviaire. Une stratégie de développement du transport et de la logistique dans un cadre concurrentiel s'impose.

Révolution biotechnologique. Le secteur des biotechnologies connaît une croissance élevée dans des domaines très divers, dont la santé. Aujourd'hui, l'industrie française biopharma-

ceutique est au 1^{er} rang européen, mais seulement au 3^{ème} pour les dépenses de R&D. Pour rester en pôle position, elle a besoin d'une stratégie nationale mobilisant acteurs privés et publics.

Révolution numérique. Pour qu'elle soit véritablement relai de croissance en France, nous avons besoin à la fois d'une capacité industrielle innovante, d'un secteur logiciel performant et de réseaux efficaces. La France a des atouts, mais doit les consolider par une stratégie industrielle lui permettant de sauvegarder une capacité de production en France et d'attaquer le marché mondial dans des secteurs à fort développement (énergie, environnement, télécom, automobile, électronique). Quatre priorités : favoriser les investissements dans le très haut débit et encourager l'innovation industrielle ; accélérer le développement des logiciels standardisés ; accroître le nombre de PME innovantes ; orienter davantage d'étudiants vers les filières scientifiques et les TIC.

Conclusion

« Cartes sur table » le montre, il n'y a pas de fatalité à être entraînés par les bouleversements en cours dans le monde. A trop se focaliser sur les menaces chinoises ou la suprématie américaine, on oublie de regarder à notre porte : l'Europe bouge, des pays partenaires ont adopté des stratégies gagnantes pour la croissance et l'emploi. La France doit la faire à son tour.

Il n'existe pas de « modèle » unique à importer. Chacun choisit sa voie en fonction de son génie propre et de son histoire. Mais on retrouve les mêmes ingrédients dans toutes les expériences réussies : compétitivité des entreprises et du territoire, libération du travail, allègement de la sphère publique, politiques inscrites dans la durée, consensus du corps social sur le sens des réformes et la répartition des efforts.

Enfin, il n'y a pas d'alternative en économie globalisée : la politique qui marche est celle qui fait de l'offre le premier levier de l'action économique. Une politique de l'offre réussie, c'est l'assurance d'une demande mieux satisfaite, donc d'une économie en croissance qui tend vers le plein emploi et dans laquelle l'augmentation des revenus est régulière. C'est la vraie réponse à la vraie question des Français sur leur pouvoir d'achat.



Editions et Services
techniques professionnels
ETP

55, avenue Bosquet
75330 Paris Cedex 07
Tél. 01 53 59 17 72

Pour vous procurer
le "Cartes sur table" :
[www.etp-sa.com/
cartes-sur-table.html](http://www.etp-sa.com/cartes-sur-table.html)